

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL 1981 DE LA CANERTECH INC. ET
D'UNE RÉPONSE DU MINISTÈRE AU RAPPORT DU COMITÉ
SPÉCIAL

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, conformément aux dispositions du paragraphe (2) de l'article 41 du Règlement, je désire déposer dans les deux langues officielles des copies du rapport annuel 1981 de la Canertech Inc. ainsi que de la réponse du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources au rapport du comité spécial, que j'ai déjà déposée.

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

M. GASS—LE PROJET DE SUPPRIMER LA DISTRIBUTION RURALE
DU COURRIER LE SAMEDI

M. Mel Gass (Malpègue): Madame le Président, je suis chargé cet après-midi de présenter une pétition signée par 1,251 habitants de l'Île-du-Prince-Édouard. Les pétitionnaires veulent ainsi protester contre la décision du gouvernement de supprimer la distribution rurale du courrier le samedi privant ainsi 17,450 chefs de ménage de courrier, de journaux et d'autres envois, et de fermer les bureaux de poste ruraux le samedi, ce qui touchera environ 25,300 personnes.

Les pétitionnaires espèrent qu'après avoir examiné la pétition, vous la trouverez conforme aux exigences du Règlement et que vous utiliserez les pouvoirs discrétionnaires dévolus à l'Orateur de la Chambre pour autoriser la discussion et le renvoi de la question à un comité le plus tôt possible.

M. EVANS—LA POLOGNE—L'IMPOSITION DE LA LOI MARTIALE

M. John Evans (Ottawa-Centre): Madame le Président, j'ai aujourd'hui l'honneur de présenter à la Chambre une pétition au nom de 600 universitaires canadiens concernant le recours à la loi martiale en Pologne.

Les pétitionnaires prient instamment le Parlement du Canada de protester contre les actes du conseil militaire polonais, qui violent les Accords d'Helsinki de 1975, d'exiger le rétablissement des droits des citoyens et de la personne dans ce pays et de collaborer à l'organisation d'un programme international d'aide aux Polonais.

M. BLENKARN—LE LIBAN—LES ACTES D'AGRESSION DES
ISRAÉLIENS

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Madame le Président, j'ai aujourd'hui l'honneur et le privilège de présenter une pétition à la Chambre et à Votre Honneur au nom de plusieurs centaines de Canadiens qui prient la Chambre de condamner les actes d'agression des Israéliens contre le Liban, de demander au gouvernement israélien de se retirer du Liban et de mettre tout en œuvre pour que le gouvernement du Canada vienne en aide à la population décimée du Liban en lui fournissant des médicaments et de l'argent.

Mes pétitionnaires prient humblement Votre Honneur de s'assurer que cette pétition sera renvoyée au comité permanent approprié.

Règlements et autres textes réglementaires

RECOURS AU RÈGLEMENT

M. FRIESEN—ON DEMANDE LE DÉPÔT DES ORDRES DE
PLANIFICATION DES MESURES D'URGENCE

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Madame le Président, j'invoque le Règlement. Votre Honneur doit se souvenir qu'il y a quelques semaines, j'ai soulevé la question du dépôt des documents concernant les ordres de planification des mesures d'urgence et l'ordre donné par la Chambre au gouvernement de les déposer. Je ne les ai pourtant pas encore vus, et je demande au secrétaire parlementaire du président du Conseil privé (M. Smith) de dire à la Chambre quand ces documents seront présentés.

Mme le Président: Eh bien, je suppose que le secrétaire parlementaire prendra conscience et reconnaîtra . . .

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: Il prendra conscience de la demande du député.

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: Il est au courant—pour mieux m'exprimer—de la demande du député et sera alors en mesure d'y répondre.

* * *

RÈGLEMENTS ET AUTRES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Madame le Président, j'invoque le Règlement. D'après ce qu'a dit le leader parlementaire du gouvernement, je comprends indirectement que la Chambre serait peut-être disposée à adopter à l'unanimité le douzième rapport du comité permanent mixte des règlements et autres textes réglementaires. J'ai l'intention de demander à la Chambre d'adopter le treizième rapport, mais si l'on consentait à l'unanimité à adopter le douzième rapport, je crois que la Chambre serait d'accord.

L'hon. Yvon Pinard (président du Conseil privé): Madame le Président, c'est exact. Le leader parlementaire du parti conservateur m'a posé la question il y a quelques jours et je lui ai dit, ainsi qu'à mon collègue le député de Hamilton Mountain (M. Deans), que nous étions disposés à adopter le douzième rapport du comité sans débat. Je viens de lire la lettre que le député a envoyée au secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans (M. Tobin) à propos du treizième rapport. J'ai cru qu'il s'agissait d'une erreur car il n'en avait jamais été question. Nous sommes pris par surprise. Nous espérons pouvoir étudier le projet de loi sur Canagrex aujourd'hui, plutôt qu'à la fin de la semaine prochaine. Sauf erreur, mon collègue demande que l'on adopte le douzième rapport sans débat. Nous sommes d'accord, pour autant que l'on ne débâte pas le treizième rapport aujourd'hui.